La démagogie a des limites.
Lors d'un débat, à Chécy, vendredi dernier, M. Philippe Vigier, tête de liste de la droite et du centre aux élections régionales, prétendait que le projet, venu de son camp, de réduire les dépenses publiques de 110 milliards d'euros, n'avait pas de réalité.
De nombreuses déclarations émanant du parti dit *Les Républicains* contredisent à l'évidence ces déclarations.
Et si M. Vigier en doutait, il pourrait utilement consulter *La République du Centre* de ce samedi 24 octobre dans laquelle Serge Grouard – qui a le mérite de ne pas pratiquer la langue de bois – propose de baisser *« drastiquement »* la dépense publique – je cite – *« de l'ordre de 130 milliards sur 7 ans »* après avoir proposé de la baisser *« de 100 à 140 milliards sur 5 à 7 ans »* – ce qui est en tout cas plus élevé que ce que fait l'actuel gouvernement qui a décidé une diminution de cinquante milliards sur trois ans.
Cela se traduit par dix milliards de réduction pour les collectivités locales. Avec le programme annoncé par *Les Républicains*, cette réduction serait forcément supérieure !
Manuel Valls a redit que nous étions le pays d'Europe où les dépenses publiques sont les plus élevées par rapport au produit intérieur brut : 57 %.
Le président de la République et le gouvernement mettent en œuvre un programme difficile et nécessaire : restaurer la compétitivité de notre économie, baisser les charges et les dépenses publiques, diminuer le déficit de l'État et la dette.
Si cela avait été fait avant, ils ne devraient pas le faire aujourd'hui !
Si nous faisons cela, c'est pour favoriser la création d'emplois, la relance, le développement de nos exportations.
Si nous faisons cela, c'est dans l'intérêt de la Nation, même si c'est difficile et si cette politique demande du courage.
Il est impossible que l'effort ne porte que sur le budget de l'État sans que les collectivités locales apportent leur contribution. Prétendre le contraire, ce serait encore de la démagogie.
Cela n'empêche pas le parlementaire que je suis d'entendre les préoccupations exprimées par les maires qui évoquent, en particulier, l'effet de ces décisions sur l'investissement.
Des mesures ont déjà été prises à cet égard.
Ainsi est-il positif que la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) ait été largement augmentée, qu'un milliard (sur trois ans) ait été dégagé pour soutenir l'investissement des collectivités locales et qu'une réforme de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) réduisant les inégalités entre collectivités soit inscrite dans la loi de finances pour 2016.
D'autres mesures, d'autres aménagements sont possibles.
Nous devons y travailler en concertation avec les élus et leurs associations. J'y suis prêt et j'y serai toujours prêt !
Mais en dehors de la démagogie – qui est l'exact contraire de l'esprit de responsabilité que requiert l'idée que je me fais de la politique.

Jean-Pierre Sueur

Phoca PDF